

NETBOOSTER

Société Anonyme

11 rue Dieu
75010 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés

Période du 1er janvier au 30 juin 2006

Jean-Yves HANS
75 rue Carnot
92300 LEVALLOIS PERRET

DELOITTE & ASSOCIES
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

NETBOOSTER

Société Anonyme

11 rue Dieu
75010 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés

Période du 1er janvier au 30 juin 2006

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés semestriels de la société NETBOOSTER, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que votre société établissant des comptes semestriels consolidés pour la première fois au 31 décembre 2005, les comptes semestriels consolidés couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2005 n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

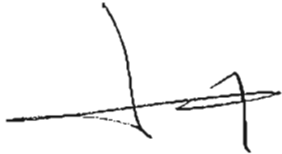
Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels avec les règles et principes comptables français.

Levallois-Perret et Villeurbanne, le 27 septembre 2006

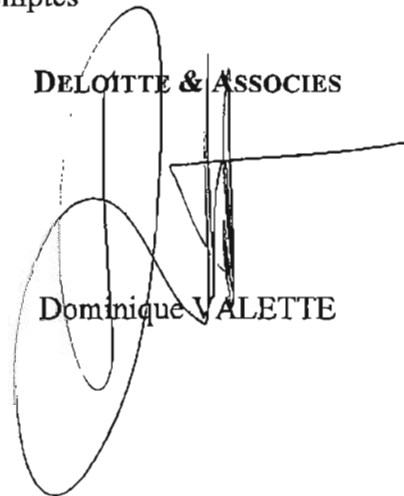
Les Commissaires aux Comptes

Jean-Yves HANS



DELOITTE & ASSOCIES

Dominique VALETTE



ACTIF	30-juin-06			31-déc-05	PASSIF	30-juin-06	31-déc-05
	BRUT	AMORT & PROV	NET				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Immobilisations incorporelles	980 872	758 173	222 698	238 150	Capital	446 686	446 686
Ecart d'acquisition	4 661	466	4 195	-	Primes	2 850 594	2 850 594
Immobilisations corporelles	892 061	630 396	261 665	278 936	Réserves et report à nouveau	(2 755 347)	(3 393 256)
Immobilisations financières	146 715		146 715	160 513	Ecart de réévaluation	0	15 097
Titres mis en équivalence	4 830		4 830	-	Ecart de conversion	(88 231)	(83 957)
TOTAL	2 029 137	1 389 035	640 102	677 599	Résultat de l'exercice	675 186	622 812
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					TOTAL	1 128 888	457 975
Stocks et en-cours	4 086		4 086	4 540	<u>INTERETS MINORITAIRES</u>	-	-
Clients & comptes rattachés	4 113 737	451 517	3 662 220	1 957 211	<u>PROVISION POUR RISQUES & CHARGES</u>	-	134 945
Autres créances	1 322 607		1 322 607	1 113 755	<u>DETTES</u>		
Valeurs mobilières de placement	618 813		618 813	615 559	Emprunts et dettes financières	495 789	231 456
Disponibilités	193 042		193 042	480 532	Fournisseurs & comptes rattachés	2 822 357	1 742 742
TOTAL	6 252 284	451 517	5 800 767	4 171 598	Autres dettes	1 516 535	1 622 513
<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>					TOTAL	4 834 680	3 596 711
Charges constatées d'avance	98 075		98 075	83 515	<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>		
Frais à imputer sur primes d'émission	383 077		383 077	-	Produits constatés d'avance	958 453	743 081
Ecart de conversion - Actif	-		-	-	Ecart de conversion - Passif	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	8 762 574	1 840 552	6 922 022	4 932 712	TOTAL DU PASSIF	6 922 022	4 932 712

	EXERCICE S1 (6 mois) €	EXERCICE 2005 (12 mois) €	EXERCICE S1 (2005) * (6 mois) €
Chiffre d'affaires	6 593 060	8 900 851	3 461 306
Autres produits d'exploitation	124 649	385 438	75 546
Total produits d'exploitation	6 717 709	9 286 289	3 536 852
Achats consommés de marchandises	(454)	(400)	(100)
Achats et charges externes	(4 796 451)	(5 802 059)	(2 156 350)
Charges de personnel	(1 269 656)	(2 395 040)	(1 194 855)
Impôts et taxes	(39 424)	(58 126)	(25 869)
Dotations aux amortissements	(126 894)	(344 674)	(210 093)
Dépréciations sur actif circulant	(2 326)	(24 718)	(7 604)
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0	0
Autres charges	(11 943)	(212 064)	(7)
Total charges d'exploitation	(6 247 148)	(8 837 081)	(3 594 878)
Résultat d'exploitation	470 562	449 208	(58 026)
Produits financiers	22 648	62 575	9 745
Charges financières	(26 675)	(62 296)	(3 817)
Ecart de conversion sur éliminations groupe	0	(8 962)	0
Résultat financier	(4 027)	(8 683)	5 928
Résultat courant des entreprises intégrées	466 535	440 525	(52 098)
Produits exceptionnels	155 762	226 349	156 055
Charges exceptionnelles	(185 253)	(547 261)	(412 844)
Résultat exceptionnel	(29 491)	(320 912)	(256 789)
Impôts sur les bénéfices	234 389	503 200	15 227
Résultat net des sociétés intégrées	671 433	622 812	(293 660)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	4 219	0	0
Amortissement des écarts d'acquisition	(466)	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	675 186	622 812	(293 660)
Part revenant aux intérêts minoritaires	0	0	0
Résultat revenant à l'entreprise consolidante	675 186	622 812	(293 660)
Résultat par action (part du groupe)	0,151 €	0,144 €	-0,071 €

* Données non auditées

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE
CONSOLIDES
1er Semestre 2006

PERIODE	1er Sem. 2006	Année 2005
ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	671 433	622 812
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
- Amortissements et provisions	- 6 682	355 797
- Variation des impôts différés	- 233 765	- 508 848
- Plus-values de cession	-	- 6 859
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	430 987	462 902
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>		
- Variation des stocks	- 454	1 340
- Variation des créances d'exploitation	1 694 657	340 569
- Variation des dettes d'exploitation	823 064	445 897
Flux de trésorerie liés à l'activité	- 440 152	566 890
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Cessions d'immobilisations incorporelles	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	-	151 538
Cessions / réductions d'immobilisations financières	24 500	5 397
Développements internes de l'exercice	- 61 493	- 41 714
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 12 403	- 5 050
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 21 739	- 14 540
Acquisitions d'immobilisations financières	- 10 702	- 57 434
Acquisition de participations mises en équivalence	- 5 272	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	- 87 109	38 197
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	-	368 034
Frais à imputer sur primes d'émission	- 383 077	-
Dettes sur frais à imputer sur primes d'émission (HT)	371 177	-
Distributions de dividendes (société mère)	-	-
Augmentation des dettes financières	250 000	45 440
Remboursement des dettes financières	- 7 380	- 120 267
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	230 720	293 207
VARIATION DE TRESORERIE	- 296 541	898 294
Trésorerie d'ouverture	1 006 395	105 122
Valeurs mobilières de placement	618 813	615 559
Disponibilités et soldes créditeurs de banques	86 865	390 836
Trésorerie de clôture	705 677	1 006 395
Incidence des variations de cours de devises	4 177	- 2 979

NETBOOSTER

Société anonyme au capital de 446 685,90 €

11 rue Dieu

75010 Paris

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES DU 30/06/2006

La clôture des comptes intermédiaires consolidés du Groupe NetBooster au 30 juin 2006 est caractérisée par les données suivantes :

Total bilan	:	6 922 022 €
Total des produits	:	6 896 119 €
Résultat de l'exercice (Bénéfice)	:	675 186 €

La période recouvre une durée de 6 mois allant du 1^{er} janvier 2006 au 30 juin 2006.

Les notes ou tableaux qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés qui ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Les éléments comparatifs du compte de résultat du premier semestre 2005 présentés ont été établis selon les principes et méthodes comptables décrits dans l'annexe présentée ci après. Le groupe NetBooster n'ayant pas l'obligation au 30 juin 2005 d'établir des comptes consolidés, ceux-ci n'ont fait l'objet ni d'un arrêté par le Conseil d'administration de la société ni d'un examen limité par les commissaires aux comptes du groupe.

NOTE 1 : PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Le Groupe NetBooster est une agence de Search Marketing spécialisée dans le conseil stratégique et opérationnel en matière de marketing on line, le référencement sur mesure de sites Internet sur les moteurs de recherche et la génération et l'optimisation de trafic qualifié à fin de marketing on line.

NOTE 2 : FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

- Les effectifs du groupe NetBooster, inscrits en fin de période, sont de 47 personnes au 30 juin 2006.
- Concomitamment à la mise en œuvre de son plan de restructuration au début de l'année 2005, l'équipe de direction a lancé un plan de développement des activités commerciales et de production en France et dans les filiales Allemande, Espagnole et de Grande Bretagne. L'exécution de ce plan s'est poursuivie sur le premier semestre 2006 notamment en Espagne où les efforts de la société mère se sont plus particulièrement portés ;
- L'amélioration de la situation opérationnelle et financière du groupe a permis à la société consolidante de procéder en date du 22 février 2006 au remboursement par anticipation du solde de son passif fiscal et social en principal - soit 384 284 €.
- Afin de financer son plan de croissance externe, la société consolidante a engagé un projet d'introduction par augmentation de capital sur le marché de cotation Alternext (voir note 6 relative aux faits postérieurs à la clôture de l'exercice).
- Au début de l'exercice 2006, le groupe a acquis une participation de 20 % dans la société REVERSO spécialisée dans la gestion des médias et de l'information publicitaire sur le web.

NOTE 3 : PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe NetBooster sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et au règlement CRC n°99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles NetBooster détient, de manière durable, directement ou indirectement, une participation supérieure à 40% du capital et pour lesquelles le Groupe détient le contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des associés minoritaires dans les filiales consolidées.

Les sociétés dans lesquelles NetBooster exerce une influence notable sur les politiques financière et opérationnelle sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Sauf cas particuliers, l'influence notable est présumée lorsque le groupe dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de l'entité.

Les sociétés pour lesquelles les actions ou parts ne sont détenues qu'en vue de leur cession ultérieure ne sont pas consolidées.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés au 30 juin 2006.

Les sociétés acquises au cours de l'exercice sont consolidées à compter de leur prise de contrôle.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées par les sociétés du Groupe NetBooster sont les suivantes :

Note 3.1 Immobilisations incorporelles

- Les dépenses de développement engagées par le groupe NetBooster sont inscrites à l'actif immobilisé des Comptes Annuels dès lors que les conditions suivantes sont simultanément remplies :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente est démontrée ;
 - l'entreprise a l'intention d'achever l'immobilisation corporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
 - l'entreprise a la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle ;
 - l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs (existence d'un marché ou d'une utilité en interne) ;
 - l'entreprise dispose des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation ;
 - l'entreprise a la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement comprennent :

- les salaires, appointements et autres coûts annexes du personnel affecté au développement ;
- les éventuelles dépenses d'études et de développement sous-traitées à des entreprises extérieures ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles affectées de manière exclusive au développement.

Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des outils développés débutant dès l'exercice d'inscription, à compter de leur mise en service. Compte tenu de la brièveté des cycles d'investissement propres au secteur d'activité de la société, la durée d'utilisation de ce type de biens est par principe limitée à 3 ans, sauf cas exceptionnel. L'échec des projets de développement se traduit dès sa constatation par l'amortissement exceptionnel définitif des frais de développement correspondants.

- Les dépôts des marques NetBooster, Pages Alias et Référencement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis.

Note 3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'acquisition, diminué d'un amortissement calculé suivant le mode linéaire (L) ou dégressif (D) sur la base de leur durée de vie économique. Les durées d'utilisation appliquées sont les suivantes :

- Agencements et installations	:	10 ans (L)
- Matériel de bureau	:	de 3 à 5 ans (D) ou (L)
- Mobilier de bureau	:	de 5 à 10 ans (L)

Note 3.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à des titres de participation d'entités non consolidées et à des dépôts de garantie enregistrés au bilan pour le montant versé.

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ; lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Note 3.4 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- le coût d'acquisition des titres
- et la quote-part de la société mère dans l'évaluation à leur juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition.

Inscrite à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecarts d'acquisition », cette valeur est amortie sur une durée inférieure à 10 ans.

Note 3.5 Stocks

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Si la valeur des stocks (prix de marché ou valeur nette de réalisation) à la date de clôture est inférieure à leur coût, une provision pour dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Note 3.6 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et une provision pour dépréciation spécifique est constituée pour des créances identifiées comme présentant un risque d'irrecouvrabilité totale ou partielle.

Les créances présentant une incertitude ou absence d'information positive d'assurance de recouvrement font également l'objet d'une provision pour dépréciation. Les créances ainsi identifiées, antérieures de plus de 12 mois à la date de clôture font l'objet d'une provision intégrale. Les créances d'antériorité inférieure à 1 an par rapport à la date de clôture font l'objet d'une provision pour dépréciation de 50% ou 100% selon la nature et le niveau du risque identifié (litige déclaré ou absence d'information).

Note 3.7 Opérations, créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises sont converties en cours d'exercice, au cours de change du jour de la transaction (ou en cas d'opérations multiples dans une même devise sur une période donnée au cours de change mensuel moyen) et au cours de clôture à la date d'arrêté des comptes. Dans le cas où des pertes ou des gains de change latents sont constatés à la clôture de l'exercice, les écarts de conversion inscrits dans les comptes individuels sont inscrits en résultat consolidé.

Note 3.8 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement constituées de SICAV sont évaluées à leur coût d'achat. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable.

Note 3.9 Impositions différées

Certains décalages d'imposition dans le temps peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôt.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés selon la méthode du report variable, c'est-à-dire au dernier taux connu à la date de clôture.

Pour les sociétés françaises, ce taux s'élève à 33,33% quelle que soit l'échéance des différences temporaires.

Pour les sociétés étrangères, les taux utilisés s'élèvent respectivement à :

- Royaume Uni : 19,00 %
- Allemagne : 45,70 %
- Espagne : 35,00 %

Les actifs d'impôts différés résultant de différences temporaires ou de reports fiscaux déficitaires sont limités aux passifs d'impôts différés de même échéance, sauf si leur imputation sur des bénéfices fiscaux futurs est fortement probable à un horizon prévisible généralement compris entre un et trois ans et dans la mesure où la société n'a pas connu deux exercices consécutifs déficitaires sur un plan fiscal au cours des deux derniers exercices clos.

Note 3.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les ressources du Groupe proviennent de contrats de prestations :

- majoritairement récurrents, conclus pour une durée initiale d'un an, renouvelables par tacite reconduction ;
- parfois à caractère plus ponctuel basés sur la mise à disposition de moyens humains - sous forme de journées hommes - nécessaires à la réalisation de certaines missions d'expertise (activité de Consulting).

Il existe deux types principaux de contrats de prestations récurrentes : l'un concerne les prestations dites de Visibilité, l'autre les prestations de génération de trafic dites de P.P.C. (Pay Per Click) et P.L. (Paid Listing).

Les contrats de Visibilité se décomposent en trois phases :

- une phase préalable d'audit nécessaire à la mise en évidence des spécificités des besoins de Référencement du client ;
- une phase d'inscription pendant laquelle est mise en œuvre la prestation ;
- une phase de maintenance pendant laquelle l'entreprise vérifie et valide le maintien de la pertinence du Référencement initial.

Ce chiffre d'affaires est constaté en comptabilité de la manière suivante :

- la phase d'audit et d'inscription, facturée dès la signature du contrat, donne lieu à un étalement sur trois mois (durée théorique de réalisation technique de la prestation) ;
- la maintenance, facturée trimestriellement d'avance, donne également lieu à un étalement sur trois mois en application des règles propres aux prestations continues successives.

Le mois de départ de l'étalement est déterminé comme suit :

- initiation de la prestation en première quinzaine du mois : l'étalement débute le mois même ;
- initiation de la prestation en seconde quinzaine du mois : l'étalement débute le mois suivant la facturation.

Les contrats de P.P.C. et P.L. se décomposent en deux phases :

- une phase de préparation de la base de données du client en vue de sa publication ;
- une phase de suivi pendant laquelle l'entreprise s'assure que la génération de trafic se déroule correctement.

Ce chiffre d'affaires est constaté en comptabilité de la manière suivante :

La facturation intervient mensuellement pour les volumes délivrés au cours du mois. Le chiffre d'affaires correspondant est constaté en comptabilité selon la période de livraison des clics facturés.

Note 3.11 Provision pour risques et charges**Provision pour risques****- Provision pour litiges**

Une provision pour risque est constituée en cas de litige avec les tiers sur la base d'une analyse au cas par cas.

Note 3.12 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires correspondant à des opérations ou événements non récurrents d'une importance significative par leur montant.

Note 3.13 Résultat ramené à une action

Les résultats par action sont calculés et présentés par référence aux principes posés par l'avis n°27 émis par l'Ordre des Experts-Comptables.

Ces calculs s'appuient notamment sur :

- le résultat net – part du groupe de la période ;
- le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période de constatation du résultat.

Note 3.14 Indemnités de fin de carrière

Compte tenu de son montant non significatif du fait de l'ancienneté moyenne et de l'âge moyen des employés, aucune provision pour indemnités de fin de carrière n'est comptabilisée.

Note 3.15 Instruments financiers

La société n'a recours à aucun instrument financier (couverture de change ou couverture de taux).

Note 3.16 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euro au taux de change constaté à la date de clôture de l'exercice ou de la période.

Les comptes de résultat et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux moyen de l'exercice ou de la période.

Les différences de conversion engendrées par la traduction en Euro des comptes des sociétés étrangères sont incluses dans les capitaux propres.

NOTE 4 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

- **VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Entrée dans le périmètre de consolidation de la société REVERSO depuis le mois de février 2006.

- **PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Société mère :**NetBooster SA**

11, rue Dieu

75010 PARIS

Capital social : 446 686 euros

N° Siret : 418 267 704

Filiale britannique :**NetBooster Ltd**

4, Bloomsbury square

WC1A 2 RP London

Angleterre

Capital social : 50 000 Gbp

N° immat. : 3980225

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

Filiale allemande :**NetBooster Webpositioning GmbH**

34 Wittelsbacheralle

D-60316 FRANCFORT

Allemagne

Capital social : 75 000 euros

N° immat. : HRB74664 Frankfurt

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

Filiale espagnole :**NetBooster Spain SL**

c/Lopez de Hoyos 35:

28002 MADRID

Espagne

Capital social : 3 010 euros

N° immat. : B84421320

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

Participation française :**Reverso SARL**

11, rue Dieu

75010 PARIS

Capital social : 20 000 euros

N° Siret : 478 077 290

Pourcentage d'intérêts : 20 %

Méthode : Mise en équivalence

- **EXCLUSION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

La société Buzz Lemon dans laquelle la société NetBooster Sa a acquis une participation de 50% pour un prix de 3 811 € au cours de l'exercice 2005 est une entité spécialisée dans les prestations de Buzz Marketing.

Son chiffre d'affaires s'est élevé à 56 074 € pour un résultat négatif de 5 978 € au titre de l'exercice 2005. Au 31 décembre 2005, les fonds propres de cette société s'élevaient à 853 €.

Compte tenu du caractère peu significatif de cette activité en 2005, le groupe a pris la décision de ne pas intégrer cette entité dans son périmètre de consolidation au 31 décembre 2005. Cette décision a été maintenue au 30 juin 2006.

Cette participation est inscrite à l'actif des comptes consolidés du groupe à son coût d'acquisition (3 811 €).

NOTE 5 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**Note 5.1 Immobilisations incorporelles**

Au cours de l'exercice écoulé, la société NetBooster SA a engagé le développement de divers outils logiciels destinés à améliorer la gestion et le suivi de ses contrats.

Ces développements ont été assurés par les services internes de la société NetBooster SA.

Les frais de développement portés à l'actif des comptes au cours du premier semestre 2006 se sont élevés à 61 493 €.

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit:

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Marques/Frais de dépôts	48 585	-	-	48 585
Logiciels	20 466	12 404	-	32 870
Logiciels développés en interne	831 828	61 493	-	893 321
Logiciels de recherche	4 046	-	-	4 046
Autres droits	2 050	-	-	2 050
TOTAL	906 975	73 897	-	980 872

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Marques/Frais de dépôts	2 230	1 306	-	3 536
Logiciels	19 211	397	-	19 608
Logiciels développés en interne	643 601	87 381	-	730 982
Logiciels de recherche	3 784	263	-	4 047
Autres droits	-	-	-	-
TOTAL	668 826	89 347	-	758 173

Note 5.2 Ecarts d'acquisition

L'entrée de la société Reverso dans le périmètre de consolidation du groupe s'est traduite par la constatation d'un écart d'acquisition de 4 661 € déterminé comme suit :

Date d'entrée dans le périmètre : février 2006

Prix de revient des titres : 5 272 € (dont 4 000 € acquittés au titre du prix principal d'acquisition et 1 272 € au titre des frais externes d'acquisition).

Quote-part de capitaux propres représentative des droits acquis : 611 €.

Durée d'amortissement de l'écart d'acquisition : 5 ans en mode linéaire

Les variations des valeurs brutes de ce poste s'analysent donc comme suit:

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Ecart d'acquisition REVERSO	-	4 661	-	4 661
TOTAL	-	4 661	-	4 661

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Ecart d'acquisition REVERSO	-	466	-	466
TOTAL	-	466	-	466

Note 5.3 Immobilisations corporelles

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Aménagements et installations	467 916	2 500	3 081	467 335
Matériels et mobiliers de bureau	405 789	19 239	302	424 726
TOTAL	873 705	21 739	3 383	892 061

Les variations des amortissements s'analysent comme suit:

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Parkings	-	-	-	-
Aménagements et installations	243 640	25 711	3 081	266 270
Matériels et mobiliers de bureau	351 128	12 998	-	364 126
TOTAL	594 768	38 709	3 081	630 396

Note 5.4 Immobilisations financières

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Participations (1)	3 811	-	-	3 811
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	156 702	10 702	24 500	142 904
TOTAL	160 513	10 702	24 500	146 715

(1) Titres BUZZ LEMON : voir note 4 relative aux exclusions du périmètre de consolidation

Note 5.5 Titres mis en équivalence

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Titres REVERSO	-	4 830	-	4 830
Valeur d'entrée dans le groupe	-	611	-	611
Contribution aux réserves consolidées	-	-	-	-
Contribution au résultat du groupe	-	4 219	-	4 219
TOTAL	-	4 830	-	4 830

Note 5.6 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit au 30 juin 2006 :

Créances clients et comptes rattachés	30 juin 2006	31 décembre 2005
Clients et comptes rattachés	4 113 737	2 396 028
Prov pour créances douteuses	(158 764)	(148 390)
Prov pour incertitudes sur créances clients (1)	(292 753)	(290 427)
TOTAL	3 662 220	1 957 211

(1) Voir Note 3.6

Note 5.7 Autres créances

Les autres créances ont de manière générale une échéance inférieure à un an (à l'exception des créances de crédit d'impôt recherche – voir ci-dessous et des impôts différés actif – voir note 5.8) et s'analysent comme suit au 30 juin 2006 :

Autres créances	30 juin 2006	31 décembre 2005
Fournisseurs	20 523	19 326
Personnel	14 364	14 673
Organismes sociaux	2 471	1 688
Etat impôts sur les bénéfices (1)	202 604	359 750
Etat impôts différés actif	848 270	614 505
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	115 687	34 435
Fonds de garantie, réserves et compte Factor	47 780	20 275
Autres créances	70 908	49 103
TOTAL	1 322 607	1 113 755

(1) Le poste Etat impôts sur les bénéfices comporte essentiellement les créances de crédit d'impôt recherche enregistrées par la société NetBooster SA au titre de ses dépenses de recherche-développement engagées au cours des années 2002, 2003, 2004 et 2005 soit respectivement 177 218 €, 10 645 €, 11 552 € et 3 187 €.

Les investissements en recherche ont notamment porté sur le développement de nouveaux outils devant permettre :

- d'améliorer l'efficacité du processus de référencement avec pour objectif d'accroître la productivité des services de production ;
- de créer, développer et enrichir la gamme de l'offre de prestations connexes au référencement, créatrices de valeur ajoutée additionnelle ;
- d'accéder à de nouvelles technologies débouchant sur une proposition de prestations innovantes sur le marché du référencement français.

Les créances de crédit d'impôt recherche sont remboursables dans l'hypothèse où la société ne pourrait les imputer sur l'impôt sur les bénéfices supporté au titre des trois années suivant celle de leur constatation.

La créance originaire de 2002 (177 218 €) devrait faire l'objet d'un remboursement au cours du second semestre 2006.

Note 5.8 Impôts différés actifs

	30 juin 2006	31 décembre 2005
NetBooster SA	714 124	480 853
NetBooster LTD (Royaume Uni)	71 542	89 173
NetBooster GmbH (Allemagne)	61 350	39 725
NetBooster Spain (Espagne)	1 254	4 755
TOTAL	848 270	614 505

L'intégralité des impôts différés actif correspond à des économies d'impôts attendues des reports déficitaires dont sont détentrices les sociétés du groupe :

Tableau des reports de déficits fiscaux (1) des sociétés du groupe

	Taux d'impôt différés (%) (report variable)	Reports déficitaires au 30/06/2006 (1)	Taux d'activation des pertes fiscales (%) 30/06/2006	Reports déficitaires non activés au 30/06/2006 (1)	Reports déficitaires au 31/12/2005 (1)	Taux d'activation des pertes fiscales (%) 2005	Reports déficitaires non activés au 31/12/2005 (1)
NetBooster SA	33,33 %	5 837 566	36,70 %	3 695 194	6 186 674	23 %	4 744 115
NetBooster LTD	19,00 %	376 537	100 %	0	469 332	100 %	0
NetBooster GmbH	45,70 %	134 245	100 %	0	86 925	100 %	0
NetBooster Spain	35,00 %	3 572	100 %	0	13 585	100 %	0

(1) corrigés des décalages temporaires d'imposition

- La filiale anglaise (NetBooster LTD) utilise ses reports déficitaires depuis l'exercice 2002. Les déficits sont reportables de manière illimitée dans le temps et leur imputation est estimée probable par le groupe.
- La filiale allemande (NetBooster GMBH) a également présenté des résultats bénéficiaires de manière récurrente depuis l'année 2002. L'exercice 2005 s'est soldé par une perte en raison d'éléments exceptionnels non récurrents liés à une restructuration importante des effectifs. Un retour aux bénéficiaires est attendu sur l'ensemble de l'exercice 2006.
- La société NetBooster SA enregistre depuis 2004 des résultats fiscaux positifs. En conséquence, le groupe a estimé probable l'imputation de 2 142 372 € de pertes fiscales sur les résultats fiscaux anticipés jusqu'au 30 juin 2008.
L'impact sur le résultat de la période des activations supplémentaires d'impôt différé actif (net d'utilisations sur les résultats bénéficiaires du premier semestre) s'élève à 233 271 €.
L'imputation du solde de reports déficitaires (à durée illimitée dans le temps) n'est qu'éventuelle et n'a donc fait l'objet d'aucune activation complémentaire.

Note 5.9 Trésorerie

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Valeurs mobilières de placement	618 813	615 559
Disponibilités	193 042	480 532
<i>TOTAL</i>	<i>811 855</i>	<i>1 096 091</i>

Note 5.10 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 481 152 € au 30 juin 2006.

98 075 € correspondent à des ajustements classiques de charges d'exploitation.

Un poste de 378 077 € regroupe l'ensemble des frais supportés par l'entité consolidante pour la réalisation de l'augmentation de capital permettant l'introduction de titres sur le marché Alternext. Cette opération s'étant dénouée en juillet 2006, les frais afférents feront l'objet d'une imputation directe sur les primes d'émission constatées à raison de l'opération (voir note 6 relative aux faits postérieurs à la clôture des comptes intermédiaires).

Note 5.11 Capitaux propres**Opérations de la période sur le capital social de la société consolidante**

Le capital social de la société s'élève à 446 685,90 € au 30 juin 2006 et est constitué de 4 466 859 actions de valeur nominale 0,10 euro.

Divers droits donnant accès aux titres de la société ont été mis en circulation au cours du premier semestre 2006. Leurs principales caractéristiques sont les suivantes :

	Nombre	Date de départ des options	Prix de souscription	% maximal de capital (droits financiers)
Actions gratuites	123 193	23 mai 2006	0 €	2,65 %
Bons de souscription d'actions	62 536	8 juin 2006	4,995 €	1,34 %

Les mouvements de l'exercice sur les postes de capitaux propres s'analysent comme suit :

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Ecart de réévaluation	Autres	Capitaux propres
Situation au 31/12/2005	446 686	2 850 594	(3 393 256)	622 812	(83 957)	15 097	-	457 976
Variations de capital (entité consolidante)	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement résultat exercice 2005	-	-	622 812	(622 812)	-	-	-	-
Résultat consolidé de la période	-	-	-	675 186	-	-	-	675 186
Variations des écarts de conversion	-	-	-	-	(4 274)	-	-	(4 274)
Réaffectation d'écart de réévaluation libre	-	-	15 097	-	-	(15 097)	-	-
Situation au 30/06/2006	446 686	2 850 594	(2 755 347)	675 186	(88 231)	-	-	1 128 888

Note 5.12 Information financière réduite à une seule action

	30 juin 2006	Année 2005	30 juin 2005 (1)
Nombre moyen pondéré d'actions	4 466 859	4 313 047	4 156 686
Résultat net par action – part du groupe	0,151 €	0,144 €	(0,071) €

(1) Données non auditées

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Nombre d'actions en circulation en fin de période	4 466 859	4 466 859
Fonds propres par action (1)	0,253 €	0,103 €

(1) y compris le résultat – part du groupe de l'exercice

Note 5.13 Provisions pour risques et charges

	31/12/2005	Augmentation	Diminution	30/06/2006
Provisions pour risques				
Pénalités de retard (1)	134 945	-	134 945	-
TOTAL	134 945	-	134 945	-

(1) Ces pénalités étaient liées au passif social et fiscal pour lequel la société consolidante avait obtenu un moratoire auprès de la Commission des Services Financiers. Suite au remboursement par anticipation de ce passif, l'entité consolidante est parvenue à obtenir une remise partielle de certaines majorations de retard ; d'autres font l'objet d'une demande de remise gracieuse toujours en cours d'instruction. Ces dernières restent inscrites au passif des comptes.

Détail des reprises de provision de l'exercice

Reprises utilisées	:	68 384 €
Reprises non utilisées	:	66 561 €
Total des reprises de l'exercice	:	134 945 €

A l'exception des événements ou faits relatés en note 6, il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le patrimoine, l'activité et les résultats de la société.

Note 5.14 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

	30 juin 2006	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Soldes créditeurs de banques et agios à payer	106 177	106 177		
Total	106 177	106 177	-	-

Note 5.15 Dettes diverses

Les postes "Dépôts reçus" et "Avances conditionnées Coface" sont pour l'essentiel d'échéances supérieures à un an. Le poste Associés – comptes courants est d'échéance inférieure à 1 an.

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Dépôts reçus	8 400	8 400
Avances conditionnées COFACE	80 540	87 920
Associés – Comptes courants	300 672	45 440
TOTAL	389 612	141 760

Note 5.16 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit au 30 juin 2006 :

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Comptes fournisseurs (1)	2 307 880	1 616 954
Factures non parvenues (1) (2)	514 477	125 788
TOTAL	2 822 357	1 742 742

(1) dont dettes relatives aux frais liés à l'augmentation de capital par introduction sur le marché de cotation Alternext : 443 928 €

(2) données concernant la France

Note 5.17 Dettes fiscales et sociales - Autres dettes

Sous réserve de l'échéancier en cours obtenu du principal fournisseur (poste "Autres dettes"), les dettes fiscales et sociales ont toutes une échéance inférieure à un an au 30 juin 2006 et s'analysent comme suit :

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Dettes sociales	367 582	338 477
Personnel et comptes rattachés	141 481	140 988
Organismes sociaux	226 101	197 489
Dettes fiscales	714 292	460 726
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	640 263	417 266
Autres impôts et taxes	74 029	43 460
Autres dettes	434 661	823 310
Avances Factor (1)	96 906	837
Avances Clients et Clients créditeurs	57 731	62 978
Clients – avoirs à établir	53 596	52 137
Echéancier Commission des Services Financiers	-	424 484
Echéancier fournisseur	226 428	282 874
TOTAL	1 516 535	1 622 513

(1) Ce poste intègre les en cours clients remis au factor :

- au 30 juin 2006 : 96 673 €

- au 31 décembre 2005 : Néant

Les en-cours moyens remis au factor au cours du premier semestre s'élèvent à environ 45 000 € (environ 70 000 € pour l'année 2005) pour un taux de surdimensionnement moyen de 33% (35 % en 2005).

Les échéances à plus d'un an s'élèvent, sur l'échéancier fournisseur, à 79 670 €. L'échéancier Commission des Services Financiers, relatif à des dettes sociales et fiscales, a fait l'objet d'un remboursement anticipé intégral en février 2006.

Note 5.18 Produits constatés d'avance (958 453 €)

Les produits constatés d'avance correspondent à l'étalement du chiffre d'affaires relatif aux phases d'audit, inscription et maintenance, aux avances sur consommations de trafic, à des prestations de Consulting facturées restant à servir et à des produits de sous-location.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Note 5.19 Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute**

Le chiffre d'affaires réalisé sur le premier semestre 2006 par le groupe s'élève à 6 593 060 €.

Il se répartit comme suit :

Période : 1 ^{er} Semestre 2006	Total Groupe	France	Royaume Uni (€)	Allemagne	Espagne
Prestations de génération de trafic	5 348 420	3 391 744	1 157 799	234 494	564 383
Prestations de référencement (Visibilité)	773 674	609 716	74 237	44 585	45 136
Prestations de Consulting	389 181	270 243	41 010	20 087	57 841
Autres produits	81 785	71 180	-	2 705	7 900
Chiffre d'affaires 1^{er} semestre 2006	6 593 060	4 342 883	1 273 046	301 871	675 260
* Chiffre d'affaires 1^{er} semestre 2005	3 461 306	2 281 907	929 600	249 799	-

* Données non auditées

La marge brute de la période s'analyse comme suit :

Période : 1 ^{er} Semestre 2006	Total Groupe	En % CA
Chiffre d'affaires	6 593 060	100 %
Coût direct des ventes	4 260 419	64,6 %
Marge brute	2 332 641	35,4 %

Note 5.20 Autres produits d'exploitation

Périodes	1 ^{er} semestre 2006 (6 mois)	Année 2005 (12 mois)
Production immobilisée	61 493	41 714
Reprise de provision pour dépréciation de créances	-	269 032
Transfert de charges d'exploitation vers résultat exceptionnel (1)	61 296	68 413
Autres transferts de charges d'exploitation et divers	1 860	6 279
TOTAL	126 649	385 438

(1) Voir note 5.22 relative au résultat exceptionnel

Note 5.21 Résultat financier

Périodes	1 ^{er} semestre 2006 (6 mois)	Année 2005 (12 mois)
Produits financiers	22 648	62 575
Autres produits financiers	7 065	9 218
Gains de change	15 583	53 357
Charges financières	(26 675)	(62 296)
Intérêts sur emprunts financiers à moyen long terme	-	624
Autres charges financières	9 135	2 729
Pertes de change	17 540	58 943
Ecart de conversion sur éliminations groupe	-	(8 962)
Résultat financier	(4 027)	(8 682)

Note 5.22 Résultat exceptionnel

Période	1 ^{er} semestre 2006 (6 mois)	Année 2005 (12 mois)
Produits exceptionnels	155 762	226 349
Régularisations diverses sur actifs et passifs (1)	20 817	56 802
Produits des cessions d'actifs	-	151 538
Abandon de créances financières	-	7 747
Reprise de provision pour pénalités (2)	134 945	10 262
Charges exceptionnelles	185 253	547 262
Régularisations diverses sur actifs et passifs (3)	39 635	52 984
Frais exceptionnels de réimpression d'ouvrages	-	6 835
Dommages et intérêts sur litiges	-	157 474
Charges de restructuration (plan de licenciement)	-	68 413
Charges de restructuration financière (Moratoires)	-	25 751
Dépenses internes de personnel non récurrentes affectées à l'opération IPO (4)	32 841	-
Dépenses internes de personnel affectées à la recherche d'acquisitions (4)	28 333	-
Amendes et pénalités de retard (2)	68 384	12 385
Perte de revenus constatés sur exercices antérieurs	4 282	15 856
Valeurs nettes comptables des actifs cédés	-	144 679
Abandon de créance à caractère commercial (5)	-	41 500
Dotation aux provisions pour risques / pénalités de retard	-	20 386
Dotations aux dép. et amort. à caractère exceptionnel (6)	11 777	999
Résultat exceptionnel	(29 491)	(320 913)

(1) Dont produits concernant des exercices antérieurs : 9 936 €

(2) Voir note 5.13 relative aux provisions pour risques et charges

(3) Dont charges concernant des exercices antérieurs : 39 635 €

(4) Compte tenu du caractère non récurrent et significatif des dépenses internes de personnel spécifiquement engagées par la société dans le cadre du projet d'augmentation de capital par introduction en Bourse et d'un projet d'acquisition en cours de finalisation, le groupe a estimé pertinent leur traitement en résultat exceptionnel en terme d'information financière. Ce transfert a essentiellement été formalisé par le poste Transfert de charges d'exploitation (voir note 5.20).

(5) Cet abandon de créance consenti en 2005 a été assorti d'une clause de retour à meilleure fortune (voir note 5.25)

(6) Dont dépréciation exceptionnelle sur créance : 10 409 € (voir note 6)

Note 5.23 Charges d'impôts sur les bénéfices (234 389 €)

Le poste Impôts sur les bénéfices se décompose comme suit :

Impôts sur les bénéfices exigibles ou acquittés :	N é a n t
Créances de crédits d'impôts constatées vis-à-vis du Trésor Public :	N é a n t
Total impôts exigibles	N é a n t
Activation de postes d'impôts différés actifs :	(367 235 €) ⁽¹⁾
Utilisation de postes d'impôts différés actifs :	132 846 € ⁽²⁾
Total variation des impôts calculés	(234 389 €)
<i>Produit d'impôts sur les bénéfices de l'exercice</i>	<i>(234 389 €)</i>

(1) Dont France : 345 610 €

(2) Dont France : 112 339 €

La preuve d'impôt du premier semestre s'établit comme suit :

Charge d'impôt théorique (33,33 %)	: 146 K€
Impact de différences de taux d'imposition	: (19) K€
Différences sur bases d'imposition	: (15) K€
Impact des activations exceptionnelles sur France	: (346) K€
<i>Produit d'impôt effectif</i>	<i>: (234 K€)</i>

AUTRES INFORMATIONS

Note 5.24 Membres des organes d'administration et de direction

Rémunérations allouées à raison de leurs fonctions dans la société mère : 40 000 €

Rémunérations à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées : néant

Engagement en matière de pension et indemnités assimilées : néant

Avances et crédits accordés : néant

Note 5.25 Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan

Sûretés réelles consenties et engagements donnés

La société avait nanti son fonds commercial en garantie du plan de remboursement accordé en mai 2005 par la Commission des Services Financiers. Compte tenu du remboursement intégral du passif correspondant, ce nantissement a pu être levé au cours du premier semestre.

Engagements reçus

Clause de retour à meilleure fortune : 41 500 €

En date du 11/08/2005, NetBooster SA a consenti à l'un de ses clients un abandon de créances à caractère commercial de 41 500 € hors taxe assorti d'une clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune.

Le critère du retour à meilleure fortune s'entend de l'atteinte par ce client d'un objectif de chiffre d'affaires annuel au plus tard le 31 décembre 2015.

Au titre du premier semestre 2006, la société NetBooster SA n'a bénéficié d'aucun retour à meilleure fortune.

NOTE 6 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES INTERMEDIAIRES**Introduction en Bourse sur le marché Alternext**

Au début du mois de juillet 2006, la société a finalisé une opération de cotation d'une partie de son capital sur le marché Alternext.

Cette opération d'introduction a été intégralement réalisée sous forme d'émission de titres nouveaux. L'émission de titres s'est traduite par une augmentation de capital de 83 500 € portant ce dernier à 530 185 € pour une levée de fonds globale de 4 634 250 €.

Compte tenu de l'imputation des frais de cette opération sur les primes d'émission constatées à cette occasion – soit environ 272 000 € nets d'économies d'impôts correspondantes -, le montant des fonds propres post opération du groupe se trouve ainsi renforcé d'environ 4 362 250 €.

Situation litigieuse opposant la société consolidante à l'un de ses clients

Depuis la fin de l'exercice 2005 et le début de l'exercice 2006, un litige commercial s'est développé entre la société NetBooster et l'un de ses clients. Ce litige s'est accompagné d'incidents de paiement qui n'ont pas permis à la société de recouvrer ses créances à ce jour soit la somme de 110 161 €.

Les avancées actuelles des négociations ne laissent plus entrevoir le recouvrement de ces créances dans un délai raisonnable et acceptable. C'est pourquoi la Direction étudie actuellement l'opportunité de leur cession à un tiers extérieur spécialisé.

Compte tenu des avoirs à établir déjà provisionnés et des sommes à prendre en garantie par les fournisseurs, une dépréciation exceptionnelle complémentaire de 10 409 € a été enregistrée au 30 juin 2006 sur ces créances, abaissant leur valeur d'actif à 50 000 €.